

esprits. Le gouvernement devrait les occuper à résoudre un problème comme celui-là au lieu de leur faire préparer des expéditions touristiques.

Il y a toute la question du Moyen-Orient, et le besoin impérieux pour tous les intéressés dans cette partie du monde, le peuple d'Israël, les Arabes et les réfugiés coincés entre les deux, de gagner la confiance de pays comme le Canada. Consacrons-nous à cette tâche. Il ne manque pas de questions sérieuses en mal de solutions et elles devraient être la préoccupation du gouvernement. J'aurais aimé que le député de Hillsborough reste lui-même aujourd'hui et que sa motion relative aux affaires extérieures exhorte le gouvernement à s'intéresser aux problèmes réels et sérieux.

J'en arrive maintenant à quelques remarques que j'avais réservées pour la fin de mon discours dans l'éventualité où le premier ministre arriverait à la Chambre. Bien sûr, s'il venait parmi nous, il y aurait de tels claquemets de pupitres que je ne parviendrais pas à me faire entendre. Si le premier ministre estime que nous sommes par trop sous la coupe des États-Unis, je partage son point de vue, mais il me semble que c'est ici même ou aux États-Unis qu'il convient de le dire, et non en Union soviétique. Mais, puisqu'il a entamé le sujet et fait cette remarque, j'espère qu'il la refera ici et qu'il la répétera aussi aux États-Unis la prochaine fois qu'il se rendra dans ce pays.

Je déplore par ailleurs certains propos malencontreux tenus par le premier ministre au cours de son voyage en URSS. S'il a bien déclaré à Kiev que le gouvernement canadien ressemblait à celui de l'URSS, il y a là, à mon sens, quelque chose d'offensant non seulement à l'endroit des nombreux Ukrainiens vivant au Canada, mais encore à notre propre égard. Le premier ministre cherche peut-être à rendre le gouvernement canadien semblable à celui de l'Union soviétique—il s'agit peut-être d'une fuite—quoi qu'il en soit, c'est, à mon avis, une déclaration indiscrette.

Si le premier ministre arrive cet après-midi, il va avoir la parole, être accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Toute la presse va rapporter ce qu'il aura dit au cours du débat d'aujourd'hui mais ne parlera pas du tout des autres qui y auront participé. J'espère qu'il ne va pas se borner à nous raconter son voyage, les souvenirs merveilleux qu'il conserve du Bolchoï ou de Samarcande, mais qu'il nous parlera des grandes questions dont il s'est entretenu avec le président Kossyguine. Il va nous dire, j'espère, qu'il fera en sorte que le Canada donne le ton en s'attaquant à certains des problèmes réels qu'il faut résoudre si l'on veut réaliser l'unité dans le monde.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, il me fait plaisir de faire observations sur la motion présentée par le parti conservateur-progressiste, et qui se lit comme il suit:

Que cette Chambre regrette que le gouvernement refuse de soumettre à la Chambre pour étude et mise aux voix le protocole canado-soviétique afin d'examiner tous les aspects de ces relations avant la mise en vigueur dudit protocole.

● (2.30 p.m.)

Monsieur le président, ce fameux protocole n'a pas attiré mon attention tout spécialement, parce que connaissant le très honorable premier ministre (M. Trudeau), je

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

savais qu'au cours de ses voyages en Inde, et en U.R.S.S., il serait porté à signer toutes sortes de papiers et à admettre bien des choses qui n'ont peut-être pas une grande valeur, simplement par délicatesse. Et c'est un peu l'impression que ce protocole m'avait laissée. Mais lorsque j'y étudie la motion présentée au sujet de ce protocole, je réalise que le parti conservateur-progressiste lui a peut-être donné trop d'importance, à moins que les journaux soient en faute. Au fait, avec ce nouveau gouvernement, on connaît toujours les déclarations des ministères par la voix des journaux qui, souvent, disent un mot de trop. Par exemple, dans *Le Droit* du 20 mai, on parle d'un nouvel accord soviéto-canadien. On aurait plutôt dû dire qu'il s'agissait d'un protocole «consultatif» et non pas d'un accord de principe comme celui qu'on a signé avec la Chine communiste. Il s'agit simplement, à mon sens, d'un protocole prévoyant des consultations en vue de déterminer les meilleurs moyens à prendre pour vivre en bon voisinage. Nous ne pouvons pas ignorer le fait que nous vivons entre deux géants: le géant soviétique et le géant américain. Il reste à savoir qui va nous manger le premier!

Je crois que pour un petit peuple comme le nôtre, il est préférable de procéder intelligemment. Il semblerait que ces rencontres d'études seront fréquentes, comme le laisse entendre *Le Droit*. Au fait, ce journal énumère les objectifs de ce protocole, et je cite:

Le protocole d'accord prévoit...

...et je n'aime pas le mot «d'accord», j'en conviens...
...une collaboration désormais étroite entre les deux pays dans des domaines tels que le contrôle de la pollution en Arctique, le développement du Nord, la science, la technologie et la culture.

Les deux gouvernements procéderaient désormais à des échanges de vues rapides en cas de crise mondiale, afin de voir ce qui pourrait être fait pour améliorer la situation. Prévoyant que les contacts auraient un caractère régulier, l'accord stipule que les ministres des Affaires étrangères ou leurs représentants se rencontreront chaque fois que le besoin s'en fera sentir, et, en principe, une fois l'an.

Plus loin, on peut lire:

Bien que les Soviétiques eussent écarté l'idée de leur participation éventuelle à une conférence internationale sur la pollution de l'Arctique, mise de l'avant par M. Trudeau, on croit savoir que le premier ministre canadien a fait savoir à M. Kossyguine que le gouvernement d'Ottawa avait apprécié la position compréhensive du Kremlin alors que le Canada avait pris unilatéralement l'an dernier l'initiative de contrôler la pollution marine à 100 milles au large de l'archipel arctique.

L'attitude soviétique à ce sujet est qu'il est d'évidence que le Canada et l'URSS ont tous deux des responsabilités et des droits spéciaux dans cette partie du monde, que les autres pays doivent reconnaître.

Monsieur le président, si un groupe de Canadiens et le ministère des Affaires extérieures sont capables d'influencer de quelque manière le gouvernement soviétique pour tenter d'en arriver à certaines ententes amicales, bref, si le gouvernement réussissait à entreprendre un dialogue sérieux avec l'Union soviétique, je crois qu'il aurait fait un pas de plus vers la paix mondiale. Je doute fort, cependant qu'il puisse le faire, car lorsqu'on considère l'attitude du gouvernement soviétique envers tous les pays qui lui ont fait confiance, je crois que nous sommes en droit de douter de sa sincérité.